



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Actions de la police

Question au Gouvernement n° 2700

Texte de la question

ACTIONS DE LA POLICE

M. le président. La parole est à M. Ugo Bernalicis.

M. Ugo Bernalicis. Monsieur le Premier ministre, vous êtes le premier responsable de l'escalade de la violence dans notre pays. *(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)* Vous voulez mater par la force toute forme de contestation de votre politique injuste, car les contestataires sont toujours plus nombreux. Nous sommes pour une éthique et une déontologie policière républicaine.

M. Bruno Millienne. Mais bien sûr !

M. Ugo Bernalicis. Or, nous constatons, semaine après semaine, que vous faites un maintien de votre ordre injuste en les transformant en miliciens... *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM)*

Mme Sibeth Ndiaye, secrétaire d'État. Oh !

M. Ugo Bernalicis. ...de l'incapable Castaner, qui sont les plus violents et que désormais seuls les plus intégristes soutiennent, et cela au détriment de tous les policiers et gendarmes qui se conforment à une attitude républicaine.

Il y a eu à nouveau une scène surréaliste à Bordeaux. *(Exclamations continues sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Bruno Millienne. C'est honteux ! C'est un « fake », cela a été prouvé !

M. Ugo Bernalicis. Des gens sont alignés contre une vitrine : un policier cagoulé pointe du doigt un jeune immobile, un autre policier l'attrape par le col et le tire au sol pendant que le premier lui assène gratuitement un coup de pied dans le ventre, puis le traîne de nouveau au sol sur quelques mètres. Un père exfiltre ses deux jeunes enfants qui assistent à la scène. *(Protestations sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Jean-Luc Mélenchon. Tout cela est vrai !

M. Ugo Bernalicis. Résultat : aucune charge n'est retenue contre l'individu, et ce sera probablement une nouvelle plainte étouffée à l'inspection générale de la police nationale. Il y a une certitude : l'ordre républicain est mis à mal par ces images. *(Exclamations continues sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Bruno Millienne. Vous êtes vraiment des révolutionnaires en papier !

M. Ugo Bernalicis. Autre situation, après les gamins agenouillés de Mantes-La-Jolie, il y a ceux qui sont parqués dans des fourgons au lycée Arago. Maintenant, les garde à vue se multiplient dans le pays : plus de vingt-cinq enfants sont enfermés pour avoir bloqué leur lycée.

M. Didier Le Gac. Nous sommes donc en dictature !

M. Ugo Bernalicis. Je vous parle en tant que député du peuple, mais aussi en tant que père de famille. J'ai vu ces parents attendre devant les commissariats, sans nouvelles de leur enfant. L'un de ces jeunes a témoigné avoir vomi des heures durant, suite aux pressions subies lors de sa garde à vue. Ce sont nos gosses, et ça pourrait être vos gosses, bon sang ! *(Exclamations continues sur les bancs du groupe LaREM.)*

Mme Valérie Beauvais. Les pauvres chéris !

M. Ugo Bernalicis. Quand allez-vous arrêter ces violences policières antirépublicaines ? Quel sens cela a-t-il quand ces jeunes gens passent leurs épreuves du bac sous l'œil suspicieux d'un policier cagoulé à l'intérieur du lycée, prêt à dégainer, lacrymogène à la main ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI. - Exclamation sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Bruno Millienne. Vous êtes la honte de la République !

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Christophe Castaner, ministre. Monsieur le député, je suis tenté de répondre à votre provocation et à votre insulte, mais je préfère garder en tête une image magnifique : vous, paradant dans une tenue de gendarme avec une arme lourde pour témoigner sur les réseaux sociaux d'une de vos aspirations profondes. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Je vous invite à ne pas caricaturer la réalité et à ne pas la travestir. À Bordeaux, les faits sont établis. *(Protestations vives et continues sur les bancs du groupe FI.)* Un individu qui se lie aux « black blocs » se saisit de barres de fer et intervient contre nos forces de sécurité. Il a été identifié, notamment par une vue prise d'hélicoptère et par plusieurs officiers de police judiciaire, et il fait l'objet d'une interpellation parfaitement dans les règles. Et vous le savez !

M. Ugo Bernalicis. Mensonge !

M. Christophe Castaner, ministre. De la même façon, monsieur le député, vous vous permettez ici de vous moquer d'une intervention policière dans un lycée. Je vous invite à écouter les représentants non pas de l'éducation nationale, mais du lycée en question. Je les cite lorsqu'ils évoquent cette opération durant laquelle quelques lycéens ont voulu, sûrement soutenus par vous, bloquer les épreuves communes de contrôle continu. *(Exclamations continues sur les bancs du groupe FI. – Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Ils évoquent des fumigènes et des pétards lancés par la fenêtre et des vitres cassées. Les enseignants parlent d'un véritable chaos. La proviseure du lycée a fait appel aux forces de sécurité, qui sont intervenues et qui n'ont lâché aucun lacrymogène. Elles sont donc intervenues sous l'autorité de la proviseure qui a décidé de faire appel à la police. *(Mêmes mouvements.)*

Monsieur le député, cela me permet de vous répondre qu'il faut cesser les amalgames. *(Mêmes mouvements.)* Je pense à ceux que font certains de vos collègues députés, comme Manon Aubry, Clémentine Autain et Éric Coquerel. Il y a quelques jours, ils signaient un appel pour dénoncer les morts de la police, faisant un amalgame scandaleux, et défendant certainement les auteurs d'actes terroristes que les forces de sécurité ont neutralisés. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Monsieur le député, moi j'aime l'ordre dans ce pays, et je défends la police et la gendarmerie. J'ajoute que, dans

mon propos, il n'y a pas de « mais » ; je les défends, et c'est tout ! *(De nombreux députés des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent longuement.)*

Données clés

Auteur : [M. Ugo Bernalicis](#)

Circonscription : Nord (2^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2700

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 février 2020](#)